REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°77 / spt 1980 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. can.

GREVES EN POLOGNE CAPITALISTE

GENERALISONS LE "MAUVAIS EXEMPLE" DES OUVRIERS POLONAIS !

● *Le grand mensonge copieusement et unanimement défendu par toutes les bourgeoisies du monde, à l'Est et à l'Ouest, parce qu'il les sert toutes, le mensonge de la nature "communiste" des rapports sociaux dans les pays de l'Est est aujourd'hui dénoncé et mis en pièces par la lutte des ouvriers en Pologne.*

Ce que le monde entier peut aujourd'hui contempler dans la situation sociale en Pologne, ce n'est pas "l'échec du socialisme", mais la fin de ce mensonge et la réalité du capitalisme d'Etat et de la lutte de classe exposée au grand jour.

Ces luttes ne sont pas une gifle aux seuls tenants de l'idéologie stalinienne et à tous les théoriciens du capitalisme d'Etat, mais également une gigle à toutes les autres fractions de la bourgeoisie mondiale à qui ce mensonge profite tout autant. Car elles ont toutes intérêt à ce que le prolétariat reste coincé dans ce faux dilemme : "capitalisme privé ou capitalisme d'Etat", présenté comme "libéralisme ou socialisme".

Le premier mérite du prolétariat en Pologne et son apport essentiel à la lutte de classe internationale de la classe ouvrière, c'est de montrer qu'il existe une autre alternative.

I L'UNITE DE TOUTES LES BOURGEOISIES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

Naturellement divisée, déchirée, toujours prête à s'entre-égorger, une seule chose peut pousser la bourgeoisie à s'unifier : la lutte des ouvriers. Cette réalité, mille fois vérifiée par l'histoire aux dépens de la classe ouvrière, se confirme encore aujourd'hui : la lutte du prolétariat en Pologne a un tel impact et représente un tel pas en avant pour le mouvement ouvrier international, une telle menace pour la bourgeoisie mondiale que toutes les bourgeoisies du monde retrouvent, face à lui, une touchante unité.

Il y a quelques semaines encore, les tensions entre les deux blocs impérialistes (URSS/USA) ne cessaient de s'aiguiser, leurs rapports, face à la crise économique mondiale, de s'envenimer. L'éventualité d'une troisième guerre mondiale était calmement envisagée, et l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes venait sombrement illustrer cette possibilité.

Aujourd'hui, comme par enchantement, de Washington à Moscou, de Bonn à Varsovie, c'est un seul cri qui s'échappe : "Ouvriers polonais, n'allez pas trop loin ! Il faut être réaliste !"

Quand, après deux à trois semaines, les luttes semblent gagner un second souffle et s'étendre sur tout le territoire polonais, les appels internationaux au calme sont redoublés. La bourgeoisie occidentale, Allemagne et USA en tête, offrent leurs services et leur argent pour "aider la Pologne à faire face à sa crise sociale", et ce n'est certainement pas dans l'espoir de voir la Pologne changer d'alliance, ce qui dans la situation internationale actuelle s'avère impossible.

Alors que la crise mondiale du capitalisme, à l'Est comme à l'Ouest, plonge la planète dans un désordre de plus en plus grand et menace de précipiter l'humanité dans une troisième guerre mondiale, les appels au calme que la bourgeoisie internationale lance au prolétariat le sont au nom de "l'ordre" et de la "paix" mondiale...

Pape, chrétiens, gauchistes, "socialistes", "communistes", nationalistes, humanistes, toute la bourgeoisie "com-

- SUITE PAGE 4



Ne céder ni au chantage, ni à la provocation, imposer et maintenir un rapport de forces favorable, et, sans se précipiter, aller le plus loin possible : telles sont l'attitude et la conduite exemplaires de la classe ouvrière en Pologne.

CHÔMAGE: LES PERSPECTIVES DE LUTTE

MANIFESTE

●*Derrière la perspective du chômage massif, il n'y a pas que la perspective de la misère, il y a nécessairement celle de la lutte des chômeurs, qu'on le veuille ou non : il n'y a pas le choix. La seule question concevable aujourd'hui est de savoir les spécificités de cette fraction de la classe, de savoir quelle place occupent les chômeurs dans la lutte générale, immédiate et finale.*

C'est à ces préoccupations que répond le "Manifeste sur le chômage" de nos camarades d'Accion proletaria en Espagne. Pour nous révolutionnaires, il ne s'agit pas d'établir des "plates-formes" de revendications, mais de soutenir inconditionnellement toute lutte des ouvriers, au travail ou sans travail, par la défense de leurs intérêts immédiats, sur un terrain de classe. D'ailleurs, peu de temps après que ce Manifeste eut été écrit, le mouvement des ouvriers agricoles dans plusieurs villages d'Andalousie, contre le chômage, est venu montrer que pour ne pas mourir de faim, il faut se battre.

1) Le chômage des ouvriers a toujours été le compagnon inséparable du système capitaliste. Mais il existe une grande différence entre ce qui existait au siècle passé, où la grande majorité de ce que Marx appelait "armée industrielle de réserve" était réabsorbée par l'industrie en relativement peu de temps et la situation actuelle.

Nous savons tous, ou pour le moins, nous le pressentons, que la situation sociale ne cesse de s'aggraver et qu'il n'y a aucune perspective de "développement" réel qui puisse résoudre, à moyen ou long terme, le problème du chômage.

- SUITE PAGE 2

SOMMAIRE

77

MANIFESTE SUR LE CHÔMAGE : LES PERSPECTIVES DE LUTTE

suite de la p. 1

Tous les investissements des capitalistes s'acheminent vers une réduction des emplois. Ils introduisent de nouvelles machines et techniques qui, d'un côté, font que le travail qui autrefois nécessitait quatre ouvriers n'en demande qu'un seul aujourd'hui, et, d'un autre côté, augmentent l'exploitation des soi-disant "chanceux" qui conservent leur emploi.

Ainsi, nous pouvons voir comment la crise frappe tous les secteurs de la production, y compris les plus importants, et ceux qui ferment leurs portes comme les entreprises les moins rentables, multipliant les expédients de crise, les réductions de personnel, les suspensions de paie, etc.

POUR LES CHOMEURS, COMME POUR LE RESTE DE LA CLASSE OUVRIERE, IL N'EXISTE AUCUNE ISSUE DANS LE CAPITALISME.

OU ON LUTTE POUR L'UNITE DE TOUTE LA CLASSE AVEC UNE PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE, OU NOUS NOUS LAISSONS EMPORTER JUSQU'AU CHOMAGE, LA MISERE ET ENFIN LA GUERRE.

LES "AGENCES POUR L'EMPLOI"

2 Les agences de l'emploi qui, durant de longues années, ont été présentées par l'Etat comme un "service social" ont révélé petit à petit leur véritable fonction :

- contrôler militairement les chômeurs, les faire pointer quotidiennement, les humiliant par toutes sortes de démarches bureaucratiques ;
- rationnaliser la politique bourgeoise de sous-emploi, permettant ainsi aux entreprises d'offrir des contrats misérables avec des salaires parfois en dessous de l'allocation de chômage, en soumettant les gens pendant un temps d'essai à l'épreuve, et ensuite en les mettant dehors, évitant ainsi de payer les assurances sociales et parfois même les jours de travail s'ils le peuvent ; et par dessus tout, l'Etat menace de retirer l'allocation ;
- démoraliser les chômeurs qui, jour après jour, vont grossir les queues sans entrevoir une solution, et faire une pression psychologique pour qu'ils acceptent avec résignation leur situation.

LES PROGRAMMES ECONOMIQUES

3 Les promesses et présomptueux programmes économiques de développement élaborés aussi bien par la gauche que par la droite pour résoudre le problème du chômage ont été et demeurent de grossiers mensonges, comme nous avons eu l'occasion de le vérifier. Ils ont promis:

- des crédits pour construire de nouvelles entreprises en échange de l'acceptation de la réduction de personnel et autres expédients de crise,
- de créer des emplois au moyen de l'emploi municipal pour aménager les quartiers et entreprendre des oeuvres publiques,
- d'élaborer des programmes pour le développement de l'économie nationale.

Cependant, l'augmentation du chômage fait tomber d'elle-même toute espérance que ces promesses s'accomplissent un jour, lesquelles n'ont été en réalité que de simples excuses pour justifier et nous faire accepter une situation injustifiable.

Ainsi, le sport favori de la gauche a été de prêcher de grandes "solutions" comme la nationalisation des entreprises en crise (ce qui n'a jamais évité les réductions d'emploi ou la fermeture d'une usine peu rentable), ou le travail à temps partiel (qui n'a fait qu'aggraver la situation, permettant aux patrons d'embobiner les ouvriers et de les bercer d'illusions).

LES ALLOCATIONS CHOMAGE

4 L'idée que les chômeurs sont des fainéants et des profiteurs qui ne veulent pas travailler est amplement répandue par les médias, notamment parmi de nombreux travailleurs. Pour la combattre, les chômeurs doivent faire valoir quelques vérités :

- L'allocation de chômage qui n'est touchée que par 39 % des chômeurs n'est un cadeau ni de l'Etat, ni de l'entreprise, ni de la "nation", mais bien le fruit de l'exploitation de toute la classe ouvrière ; il suffit de se pencher sur le moindre tableau économique pour le vérifier et savoir que les nombreux allègements et la plus-value qu'obtiennent les entreprises dépassent de loin de quoi payer trois allocations à chaque chômeur.
- Les entreprises, les bureaucrates, l'armée, la police, l'Etat dans son ensemble vivent du fruit de notre exploitation sans rien faire. Et voilà qu'ils viennent, comble de l'ironie, nous dire que nous sommes des profiteurs ! Eux, par contre, seraient des "sacrifiés" qui veillent sur nous et notre bien-être, nous offrant un moyen de "gagner notre vie", ou leur "protection" grâce à laquelle, à plus d'une occasion, nous sommes sortis couverts de bleus et, parfois même, morts "accidentellement".

LA CONCURRENCE

5 Le capitalisme utilise notre situation de chômeur pour créer une concurrence entre les ouvriers, abaissant ainsi les salaires et nous condamnant tous (chômeurs et non chômeurs) à une situation de pénurie. Ils essaient même de semer la division entre les "chômeurs secourus" et les chômeurs qui ne touchent rien, fomentant de stupides préjugés qui n'aboutissent nulle part.

Ainsi, on introduit parmi les actifs l'idée que les chômeurs sont des paresseux qui vivent de l'allocation sans rien faire. Une autre idée qui est dans l'air, c'est que les chomeurs sont des concurrents qui accepteraient de travailler à n'importe quel prix , abaissant ainsi le niveau des salaires, ou qui feraient les jaunes lors des grèves.

Parmi les chômeurs, on essaie de semer la division, en disant que les actifs sont des privilégiés qui vivent très bien avec leur salaire assuré, et qui jamais ne se solidariseraient avec les luttes des chômeurs. On raconte aussi que les chômeurs "secourus" ne se préoccupent de rien jusqu'à ce qu'ils se sentent menacés de ne plus toucher l'allocation.

Alors, face à tout cela, il faut mettre en évidence que jusqu'à présent, il n'y a eu aucun fait semblable, tout au moins de manière générale, tout au contraire : les chômeurs ont refusé de travailler pour des sous-salaires et n'ont absolument pas été des briseurs de grève ; d'autre part, les actifs se sont, plus d'une fois, solidarisés avec les luttes des chômeurs (et d'autant plus avec les chômeurs secourus). Nous n'avons aucune raison de sous-estimer les exemples de solidarité qu'ont donné les travailleurs en Andalousie, à Pampelune, Aurrera, Viscaye, Madrid et récemment Fuenlabrada (Madrid).

Pourtant, nous devons savoir que l'Etat fera pression, surtout sur les chômeurs qu'il considère les plus faibles, pour semer la division et la concurrence entre les ouvriers, et, s'il y arrive, nous pouvons assurer que la classe ouvrière sera vaincue, et que le cours à la guerre mondiale pourra s'ouvrir, l'obstacle fondamental sur son chemin étant écarté : la non acceptation, par les ouvriers, de l'économie de misère et la surexploitation.

LA SOLIDARITE

6 Face à l'obstination que toutes les fractions de la bourgeoisie manifestent pour semer la confusion et la désunion, la division et le développement de briseurs de grève parmi les ouvriers, nous, nous n'avons qu'une seule arme qui est la plus diamétralement opposée à l'Etat bourgeois : l'unité, coûte que coûte de toute la classe ouvrière.

Et cela, pour une raison essentielle : parce qu'il est nécessaire, possible et que nous avons toutes les raisons du monde de marcher unis.

C'est nécessaire parce que les travailleurs, pris un par un, isolés les uns des autres, ne pourront jamais vaincre les attaques que la bourgeoisie lance contre eux, organisée au moyen de l'Etat, faisant usage de toutes ses forces et de toutes ses fractions.

Accepter les "généreuses" offres et intrigues avec lesquelles la classe dominante prétend nous fermer la bouche, non seulement ne permet pas de résoudre nos problèmes individuels, mais contribue encore à aggraver la situation de l'ensemble de la classe ouvrière.

La soumission aux manoeuvres bourgeoises ne peut que nous amener de la pénurie à la misère absolue. C'EST SEULEMENT EN NOUS APPUYANT LES UNS SUR LES AUTRES QUE NOUS POURRONS NOUS DEFENDRE.

C'est possible parce que beaucoup de travailleurs l'ont déjà démontré dans la pratique.

A Bilbao, les ouvriers au chômage ont été "invités" à faire les jaunes contre la grève du service de nettoiement : ils ont refusé. En Andalousie, les ouvriers agricoles et ceux de l'industrie se sont plus d'une fois solidarisés avec les chômeurs. Récemment, à Fuenlabrada (Madrid), il y a eu une grève générale en solidarité avec les chômeurs.

Nous devons nous unir parce que non seulement il est impossible de résoudre les problèmes au niveau individuel, mais également parce qu'il est impossible de vaincre le capital en luttant par secteurs

De même que la lutte isolée dans une usine ne peut que conduire à l'échec le problème est beaucoup plus grave si les chômeurs restent isolés du reste de la classe. Le plus qu'ils peuvent faire, c'est troubler l'ordre public, ce qui, bien qu'assez gênant pour la bourgeoisie, ne la blesse pas là où elle est le plus sensible, surtout maintenant où le rendement maximum dans le travail est sacré pour elle : la paralysie de la production.

Mais pour quelle raison les travailleurs actifs vont-ils risquer de perdre leur travail par solidarité ? L'idée que les actifs "ne vont pas se solidariser avec les chômeurs", idée que les syndicats ont subtilement enfoncé dans nos têtes, est totalement absurde et nous devons la rejeter, aussi bien les chômeurs que les actifs, parce que... en premier lieu, qui est assuré de son travail aujourd'hui ?

Le statut du travailleur, les expédients de crise, la menace constante de renvoi sont une réalité pour tous les travailleurs. Qu'on fasse la grève ou non, TOUS LES TRAVAILLEURS SONT DES CHOMEURS EN PUISSANCE, et l'unique façon d'arrêter ce processus est toujours la même : la résistance constante, la lutte sans merci, l'unité de tous les prolétaires.

Une autre raison, aussi importante que la première, c'est qu'être exploité dans l'usine ne constitue aucun privilège, et encore moins dans les conditions actuelles de blocage des salaires, militarisation du travail, rythmes surhumains, sanctions répétées, etc.

Qu'on le veuille ou non, les ouvriers n'ont d'autre solution que de lutter contre ces tendances qui nous mènent à la misère. Et si nous n'arrivons pas à réunir entre tous des forces suffisantes pour leur faire face, le futur n'est pas réjouissant. Les tendances à la catastrophe que le capital contient affectent également chômeurs et actifs. LA MENACE DE GUERRE ET DE MISERE GENERALISEE EST SUSPENDUE EGALEMENT SUR NOS TETES A TOUS. Nous avons tous un ennemi commun : LE CAPITAL ET SON ETAT.

COMMENT LUTTER

L'UNION

7 Mais comment forger cette unité de la classe ? Quels en sont les moyens ?

En premier lieu, nous retrouver dans des assemblées générales, laissant les portes ouvertes à tous les ouvriers, actifs et non-actifs, qui veulent venir pour discuter et décider ensemble les actions à réaliser, et établir nos revendications.

En deuxième lieu, faire des tracts et des communiqués de l'assemblée et aller dans les usines pour les distribuer, faire des meetings, demandant la solidarité et offrant notre appui à la lutte des actifs. Demander aux camarades qui travaillent qu'ils viennent à nos manifestations et concentrations.

L'EFFICACITE

8 Pour que la lutte des chômeurs soit efficace, tant du point de vue de ses besoins immédiats, que du point de vue de la lutte révolutionnaire finale, trois conditions sont nécessaires :

a) chercher, comme nous l'avons dit l'unité avec l'ensemble de la classe ouvrière ;

b) établir nos revendications propres qui défendent véritablement nos intérêts, dénonçant les fausses alternatives des syndicats et des partis de gauche, telles que réclamer des reconversions, demander des emplois à bas prix, des investissements, etc. qui en réalité, ne défendent pas nos intérêts et nous font dépendre de la bonne volonté de l'Etat, mais qui de plus, ne font que nous amener à la démoralisation et au gaspillage de notre combativité, favorisant ainsi le capital.

Ces revendications propres, quelles peuvent-elles être ?

- allocations indéfinies et suffisantes pour tous ; loyers, transports, services sociaux gratuits ;
- que les emplois soient payés à 100% des salaires existants et non à des salaires inférieurs comme le prétendent les capitalistes ;
- refuser tout travail qui demande de faire le jaune, le briseur de grève, etc.

c) face aux méthodes de lutte des syndicats et de la gauche qui nous transforment en mendigots, nous poussant à quémander aux ministères et municipalités qui écouteront ou non nos revendications, mais qui toujours s'assoient dessus avec la ritournelle bien connue : "nous regrettons mais nous n'avons rien de prévu dans le budget pour cela", nous devons choisir des méthodes de lutte qui nuisent véritablement au capital et à son Etat, nous organiser de façon autonome en dehors des syndicats et partis de gauche, apprendre à lutter sur notre terrain, sans rien demander à personne, et entreprendre des actions qui nous permettent d'imposer par la force nos revendications :

- concentrations et manifestations de masse ;
- formation de piquets pour aller dans les usines chercher la solidarité ;
- organisation d'occupations et toutes sortes d'actions de force (ne pas confondre avec les grèves de la faim, les sit-in, et autres façons de mettre la tête sous le couperet.)

Tels sont et ont toujours été les moyens dont nous disposons pour forger l'unité de la classe.: NOUS ORGANISER NOUS-MEMES SANS ATTENDRE UN APPUI DE QUICONQUE, SI CE N'EST DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES. Il est nécessaire de comprendre parfaitement le contenu de la vieille consigne du mouvement ouvrier : L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

PERSPECTIVES

9 Les chômeurs doivent s'organiser et commencer à lutter cherchant constamment l'unité avec les actifs et se donnant comme perspective finale la révolution prolétarienne.

Cependant, cela ne signifie pas faire un saut dans le vide et commencer la maison par le toit. La lutte pour la révolution prolétarienne et la lutte pour nous défendre des attaques du capital en leur faisant face avec des revendications immédiates ne sont pas deux choses différentes, mais au contraire très intimement liées. C'EST LA LUTTE IMMEDIATE ACTUELLE QUI PREPARE LES CONDITIONS DE LA REVOLUTION COMMUNISTE. Parce qu'avec elle :

- nous prenons conscience de notre force, de nos intérêts comme classe et nous renforçons notre indépendance et notre autonomie comme telles ;
- nous affaiblissons l'autorité et la puissance du capital ;
- nous contribuons à créer un rapport de forces favorable à la classe ouvrière, condition nécessaire pour développer la lutte révolutionnaire.

D'après Accion Proletaria
Mai 80

BOLOGNE

"UN NOUVEAU MASSACRE DE L'ETAT CONTRE LES LUTTES OUVRIERES"

"Un nouveau massacre de l'Etat contre les luttes ouvrières"

Telle était la proclamation de la banderole des quelques 2 500 manifestants qui, deux jours après la tuerie de Bologne, défilaient à Rome en criant: "Assassins, assassins" sous les fenêtres du siège de la Démocratie Chrétienne, ce maître pilier de l'Etat bourgeois italien. On ne peut avec moins de détours dénoncer, du point de vue ouvrier, la vérité capitaliste au fond de l'affaire de Bologne.

Légitime est l'émoi qu'a suscité l'horreur de la gare italienne. Juste est de se demander : qui est derrière ça ? C'est d'ailleurs pourquoi la véritable question à se poser n'est pas tant : quelle main a perpétré le carnage ? mais plus réellement celle-ci : à qui voit-on le crime profiter ?

Spontanément, il n'est pas du tout inconcevable de penser que le meurtre massif de Bologne soit l'œuvre directe de l'Etat. La bourgeoisie pointe le doigt de l'opprobre sur les terroristes, mais c'est un fait assez établi par l'histoire et par les faits récents, en Italie notamment, que les services secrets de sûreté de l'Etat sont presque toujours impliqués dans les flambées terroristes. Même la justice bourgeoise, dans l'enquête sur l'attentat de Milan en 1969, puis sur les meurtres de Schleyer et Moro, a dû laisser percer le fait d'une manipulation du terrorisme par l'Etat, sinon son rôle instigateur et directeur.

Mais il n'est pas même besoin de jouer les détectives,tant est visible celui qui recueille un profit concret du terrorisme, à Bologne ou ailleurs : c'est l'Etat bourgeois.

Oui, le vrai criminel de Bologne est l'Etat qui tire profit des morts,dont il n'est même pas sûr qu'il ne soit le meurtrier direct.

Le massacre de Bologne sert aujourd'hui, par le canal d'une campagne anti-terroriste orientée vers l'extrême droite, les intérêts de la bourgeoisie à un triple point de vue :

- en général, comme les attentats de Milan, Brescia et du train "Italicus", il est encore un prétexte, voire un artifice délibérément produit, pour aggraver un peu plus les dispositions policières et judiciaires de l'Etat ;
- il fournit à la gauche bourgeoise, au P.C. surtout, un moyen de mystification "démocratique" plus manoeuvrable en milieu ouvrier que ne le lui offrait le terrorisme des Brigades Rouges, dont les actes, si étrangers qu'ils soient à la nature de l'action de classe du prolétariat, rencontraient, à quelque niveau, une sympathie critique chez lui. C'est pourquoi, d'ailleurs, le P.C.I. n'a pas manqué de monter le ton de sa vieille rengaine "anti-fasciste", imité de près en France, par le parti de Marchais ;
- il permet à cette gauche une meilleure démarcation oppositionnelle d'avec la droite et le gouvernement, au moment où toute la bourgeoisie doit faire face à une montée des mécontentements sociaux.

Au fond de l'affaire de Bologne, c'est bien cette crainte bourgeoise qui réside : l'exacerbation des antagonismes sociaux de la société, poussée par l'aggravation de la crise capitaliste, met en jeu l'ordre et l'Etat bourgeois. Au coeur de cette crainte gît le spectre de la lutte ouvrière. Et c'est bien contre le prolétariat que sont principalement ourdies les mesures "anti-terroristes". Preuve manifeste en est donnée par les faits que nous rapportons dans l'encart ci-contre.

Bologne rentre dans un dessein bourgeois de préparer une répression plus féroce des ouvriers. Paranoïa de notre part ? Aucunement. Face au possible débordement de son ordre social, la bourgeoisie,hier comme aujourd'hui, est poussée aux expédients les plus sordides,comme l'incendie du Reichstag en Allemagne, en 1933. C'est en pleine vague de luttes ouvrières, en 1969, que la bourgeoisie italienne a tiré les ficelles de l'attentat de la piazza Fontana à Milan. C'est en pressentant une nouvelle montée de ces luttes,qu'elle n'a pas hésité à lâcher sous le poignard des terroristes ses grands hommes Schleyer et Moro, pour redorer l'image de l'Etat,"gardien de la paix sociale".

Terreur de l'Etat et terrorisme

En Italie,comme en France après l'explosion dans l'imprimerie de Marseille, on voit la bourgeoisie tirer la sonnette de la démocratie contre la subversion terroriste. En réalité, la bourgeoisie renverse la vérité. C'est elle qui est en train de renforcer son arsenal de terreur contre la révolte des exploités. Elle met à nu le visage de dictature implacable de sa démocratie, sans besoin pour elle de faire obligatoirement appel à un Hitler ou un Mussolini de service. La bourgeoisie dénonce l'horreur sanglante des terroristes, mais c'est son ordre capitaliste qui est la terreur contenant tous les terrorismes, avec ses rapports d'exploitation et d'oppression permanents, sa menace constante de famines et de guerres.Jamais le terrorisme, si différent qu'il soit en nature depuis celui, désespéré, de gauchistes type Brigades Rouges à celui des gangs nationalistes,fascistes, ne pourra égaler, en effroi, les capacités de l'entreprise de terreur industrielle et systématique de l'Etat bourgeois. Les 80 morts de Bologne ne sont qu'œuvre d'artisan auprès des massacres quotidiens que provoque, en Bolivie, au Salvador, en Turquie, etc, la répression bourgeoise des soulèvements sociaux contre la justice et la misère.

Signe, assurément, des temps de remontée générale des luttes ouvrières, les tapageuses campagnes "anti-terroristes" de la bourgeoisie, comme celle pour les "droits de l'homme", rencontrent des limites de leur impact dans le prolétariat et les populations travailleuses en général. Témoin, cette manifestation de Rome que nous citions en commençant.

Preuve aussi,les réactions enregistrées lors des obsèques nationales organisées à Bologne par la bourgeoisie, PCI en tête. Ce jour là, on a vu des proches des victimes cracher leur mépris sur les jérémiades du chef du gouvernement Cossiga ; refuser les condoléances officielles de l'Etat présentées par le président de la République Pertini ; retirer le cercueil de leurs parents de la farce morbide orchestrée par l'Etat.

De plus en plus la classe ouvrière apprend à distinguer sa vraie cible: non pas le terrorisme, mais l'Etat bourgeois, le grand ordonnateur de la violence de la société d'exploitation bourgeoise.

La visée contre-ouvrière de l'"anti-terrorisme" bourgeois est si claire que dès qu'ont éclaté les formidables nouvelles de la lutte prolétarienne en Pologne, la bourgeoisie a mis en sourdine sa campagne de Bologne. Oui, la classe ouvrière en lutte est bien la force qui peut faire reculer et abattre toutes les formes de la terreur capitaliste, à l'Est comme à l'Ouest.

Mx

La griffe de l'Etat

Tout le battage qui a été orchestré autour du massacre de la gare par la bourgeoisie italienne et, derrière elle, par toutes ses consœurs européennes de l'Espace Judiciaire Européen, pue la manipulation des faits, le conditionnement et la fabrication d'alibi de toutes pièces. Il est en effet plus que louche d'assister à une relance de la campagne anti-terroriste, orientée maintenant en direction de l'extrême droite, au moment même où l'on constate la perte de vitesse de l'activisme des Brigades Rouges et la crise politique de ce milieu ; il est surprenant que la bourgeoisie, sa presse, viennent nous monter en épingle les agissements de groupuscules nazillons, FANE ou NAR, justement remarquables par leur inconsistance et leur débilité politiques. Quel profit propre d'organisation tirerait d'ailleurs n'importe quel groupe terroriste en perpétrant, en plein son très vieux fief d'Emilie, un crime qui donne des avantages de propagande au P.C.I. ?

Par contre, et une fois bien craché sur les condescendances hypocrites des hommes de la bourgeoisie -les Cossiga, Berlinguer, Giscard, Schmidt, Séguy- à l'égard des victimes, il n'est que trop clair de s'apercevoir comment l'Etat exploite sans vergogne aucune la boucherie de la gare de Bologne. C'est à un magnifique consensus de toutes les fractions bourgeoises, de celle de Cossiga, au gouvernement, à celle de Berlinguer, dans l'opposition, que nous avons assisté à Bologne, au-dessus des cadavres, pour sonner de nouveau les clairons de l'unité nationale et pour réclamer un nouveau renforcement des armes répressives de l'Etat bourgeois italien. Jetant les dépouilles à la tête de Cossiga, le P.C.I. de Berlinguer a même trouvé un macabre moyen de faire de l'enchère politique et de se présenter comme un meilleur applicateur de la violence étatique.

le vrai visage de l'anti-terrorisme

Déjà en 1979, aux usines Fiat de Turin, on a vu comment la campagne anti-terroriste de l'Etat servit au patronat, cautionné d'ailleurs par le PCI, pour mener le traquage des ouvriers combatifs, sous prétexte de dépister des sympathies pour les Brigades Rouges. Un exemple plus net encore, et tout récent, nous est fourni à travers le conflit dans les hôpitaux de Naples, à la fin de mai dernier.

Le conflit est parti d'un refus par les travailleurs hospitaliers du protocole salarial très défavorable signé "pour eux" par les trois grands syndicats d'Italie : C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L. Les travailleurs ne se sont d'ailleurs pas contentés de rejeter le contrat, ils ont mis en question les négociateurs syndicaux. De l'attitude défensive de ceux-ci a démarré alors un grand mouvement autonome, avec assemblée générale d'hôpital, délégués et coordination au niveau des différents établissements hospitaliers en grève à Naples. Les syndicats ont été contraints de se retirer du mouvement, tandis que les travailleurs conduisaient une manifestation en ville sous le remarquable slogan, repris de la lutte, en 1979. "Notre lutte n'est pas contre les malades, mais contre le gouvernement, l'administration régionale et les syndicats" (cf. RI n°57, janvier 79

A la suite de quoi, patronat et syndicats déclenchèrent, à travers la grande presse, une campagne de calomnie et de dénonciation du mouvement ouvrier, disant dans un premier temps qu'il était l'oeuvre des fascistes (sic), puis, que derrière lui se tenaient les Brigades Rouges, dont Cardarelli (le plus grand hôpital du sud italien) serait devenu une véritable base d'appui (sic).

Les hospitaliers ont alors recopié les coupures de presse sur un tract qu'ils ont diffusé dans tous les hôpitaux pour bien montrer aux travailleurs la portée réelle des campagnes anti-terroristes de l'Etat, et à qui elles servaient.

Dans le seul hôpital Cardarelli, 314 travailleurs ont déchiré leur carte syndicale ; 200 à 300 dans les autres.

(D'après "Rivoluzione Internazionale" n° 21).

Pologne : les faux-amis des ouvriers

(suite de la page 5)

dit, du moins par ce qu'elle ne dit pas : des tartines sur l'organisation de la grève, pas une ligne sur la nature de classe du régime polonais contre lequel le prolétariat est en grève.

Quel que soit le verbiage "radical" de solidarité avec les ouvriers en Pologne, pour tous ces groupes, il y a quelque chose à défendre, des "acquis" pour les ouvriers dans les pays de l'Est, une différence de nature avec ceux de l'Ouest.

Mais s'il existe des différences, il est vital pour les ouvriers de comprendre qu'elles résident dans le degré de développement, les modalités de nationalisation des entreprises capitalistes, le droit constitutionnel bourgeois, la répartition des zones d'influence des blocs impérialistes ; en rien au niveau de l'exploitation de la classe ouvrière, de la crise du système capitaliste, des nécessités, des moyens et des buts de la lutte.

Passés dans le camp de la contre-révolution avec leur participation à la 2è guerre mondiale dans l'un des camps impérialistes, abandonnant ainsi définitivement le terrain prolétarien, les trotskystes ne sont que des fractions plus "radicales" de la bourgeoisie de gauche ; ils en font une fois encore la preuve, s'il en était besoin, dans leur action et leur prise de position dans le mouvement des ouvriers polonais.

Les ouvriers ne doivent jamais oublier que ces "socialistes" sont les petit-fils des Noske et Scheidemann, les massacreurs des ouvriers allemands en 1919-23, qui inaugurèrent une des plus sanglantes contre-révolutions de l'histoire ; les fils des Blum et autres embrigadeurs des ouvriers derrière leur bourgeoisie nationale pour aller s'entretuer contre leurs frères de classe dans la boucherie impérialiste ; qu'ils ont déjà été eux-mêmes les pourvoyeurs de chair à canon pour l'Indochine et l'Algérie.

oOo

Tout ce verbiage vient s'ajouter à l'inflation journalistique sur les événements de Pologne qui ne fait que noyer les véritables questions posées par les grèves ouvrières de Pologne et auxquelles le mouvement tente de répondre par lui-même, en pratique.

Au stade où elle en est, la lutte des ouvriers en Pologne a déjà constitué un jalon efficace de la lutte générale du prolétariat mondial, au plan de l'organisation autonome des ouvriers comme au plan de la conscience de l'enjeu du mouvement. La classe ouvrière doit prendre garde à tous ces faux amis qui conjuguent leurs efforts pour la maintenir sur le terrain de sa"spécificité" polonaise, de la défense de "sa" nation, du capital et de l'exploitation.

M.G.

LE"MAUVAIS EXEMPLE"...

suite de la page 1

prend" ou "appuie" ou "soutient" le mouvement des ouvriers en Pologne. Rarement une lutte ouvrière d'une telle ampleur n'aura reçu une telle sollicitude.

C'est un veritable chantage qui est fait au prolétariat en Pologne, le chantage à l'intervention russe. Le contenu de ce chantage, inauguré, il faut le noter, dès le debut du mouvement par la bourgeoisie d'Etat polonaise elle-même, est tout aussi simple que mensonger : "Si vous allez trop loin, la Russie sera contrainte d'intervenir, et une intervention russe en Pologne constituerait une menace pour la paix mondiale".

Pourtant, ce n'est pas la répression des luttes en Pologne de 1970-71, menée conjointement par l'Etat russe et l'Etat polonais qui a depuis aiguisé les antagonismes entre les blocs, pas plus d'ailleurs que ne l'a fait l'écrasement des émeutes en Corée du Sud par l'armée sud-coréenne, sous commandement américain, et pas plus, d'ailleurs que ne l' aurait fait une intervention des USA en Iran.

Contrairement à ce que laisse entendre le chantage de la bourgeoisie mondiale : "La lutte de classe peut entraîner la guerre mondiale", les luttes en Pologne montrent que seule la lutte de classe peut empêcher la guerre. Chaque pas en avant du mouvement ouvrier nous démontre cette réalité et l'illustre chaque fois mieux. Il en est ainsi des luttes ouvrières aujourd'hui en Pologne, qui démontrent de façon éclatante que :

-face au prolétariat, la bourgeoisie mondiale remise au second plan ses antagonismes pour faire face à la menace, commune à toutes ses fractions : la classe ouvrière ;

-la lutte des ouvriers contre l'Etat lie les mains de celui-ci pour les mobiliser en vue d'un conflit militaire ; -il est impossible d'envoyer se massacrer mutuellement des ouvriers qui partout dans le monde subissent les mêmes problèmes, la même crise et qui fondamentalement, se battent pour les mêmes raisons.

Après la dénonciation pratique et directe du mensonge sur la nature communiste des pays de l'Est, la démonstration claire, dans la pratique là aussi, que seule la lutte de classe peut empêcher la guerre est le deuxième aspect de la contribution du prolétariat en Pologne au mouvement ouvrier international : du fait de l'existence internationale de cette lutte, la perspective actuelle est révolutionnaire et non pas guerrière ; le fait d'avoir repoussé d'autant la perspective d'une troisième guerre mondiale a fait avancer d'un pas la lutte du prolétariat international face à la crise du capitalisme.

CONTRE L'ISOLEMENT ET LE POISON NATIONALISTE

En 1970-71, l'isolement de la révolte à Gdansk et à Szczecin a été fatale. Sans avoir à craindre que la répression ne provoque un soulèvement général, la bourgeoisie polonaise, appuyée par la Russie, avait pu réprimer sauvagement et écraser dans le sang les révoltes ouvrières.

Aujourd'hui, la situation et les conditions ont changé, ou plutôt se sont développées. Le mouvement en Pologne même n'a cessé de s'étendre, soudé par un très fort sentiment de solidarité. Au niveau international, partout les ouvriers ont à faire face à la même crise qui s'approfondit et ont engagé des combats ; ils se sentent donc plus spontanément solidaires des ouvriers polonais.

Ajoutées à la force du mouvement lui-même, la situation et les conditions dans lesquelles il se déroule, lui confèrent un impact et une importance d'un autre niveau que celui de 1970-71.

C'est pour ces raisons que fondamentalement, les réactions de la bourgeoisie internationale contre la lutte en Pologne sont une tentative d'isoler le mouvement, en ne cessant de marteler que c'est "une affaire strictement polonaise", spécifique à la Pologne, une réaction à une crise économique "polonaise", sans rapport aucun avec la crise générale qui signifie la faillite du capitalisme mondial. De ce point de vue, le poison le plus dangereux que la bourgeoisie tente d'administrer à la classe ouvrière, c'est le nationalisme.

UNE EXPERIENCE FONDAMENTALE POUR LA CLASSE OUVRIERE

Ne céder ni au chantage, ni à la provocation, imposer et maintenir un rapport de force, et, sans se précipiter, aller le plus loin possible : telles sont l'attitude et la conduite exemplaires de la classe ouvrière en Pologne. Sa force, elle la tient d'elle seule, de son unité, de sa conscience et de son expérience ; cette force, elle la rend effective, efficace, par son organisation autonome où c'est l'assemblée générale et souveraine de tous les ouvriers qui décide.

La lutte des ouvriers polonais a le mérite de commencer à répondre, par l'exemple, aux questions essentielles qui se sont posées dans toutes les luttes que les ouvriers du monde entier ont menées ces derniers mois, et c'est également un pas en avant pour tout le mouvement ouvrier international.

- En premier lieu, les ouvriers polonais ont démontré, de manière éclatante que la classe ouvrière peut faire reculer l'Etat, même un Etat stalinien et sous la menace constante des chars qu'on n'a cessé de leur brandir, même dans une situation économique catastrophique.

LES OUVRIERS POLONAIS ONT MONTRE QU'UNIE CONSCIENTE ET ORGANISEE, LA CLASSE OUVRIERE PEUT FAIRE RECULER L'ETAT. MEME UN ETAT STALINIEN, SOUS LA MENACE ET LE CHANTAGE AUX CHARS QU'ON N'A CESSE DE LEUR BRANDIR, DANS UNE SITUATION DE CRISE DU CAPITALISME TRES PROFONDE.

- En deuxième lieu, les ouvriers polonais ont montré comment imposer, entretenir et renforcer le rapport de forces :

-en conservant une autonomie totale par rapport à l'Etat. Ce qui veut dire ne faire confiance à aucune fraction de l'Etat avec lequel on peut, certes, négocier mais pas composer.

-en organisant de la façon la plus large et la plus unitaire le mouvement. Ce qui veut dire une organisation générale et centralisée, et non pas corporatiste et fédérée, sous le contrôle et la direction constante des assemblées générales qui, en toutes occasions, restent souveraines.

D'ailleurs, il suffit de considérer la "tactique" de l'Etat vis-à-vis des ouvriers pour comprendre où est la force du mouvement. Les négociations entre le pouvoir et les ouvriers ne sont jamais une conciliation, comme voudraient le faire croire les démocrates, mais font partie du combat où le plus fort impose son point de vue. Dans ce combat, les "autorités" polonaises ont justement tout fait pour briser cette force, en voulant négocier usine par usine, en voulant isoler les centres de lutte les uns des autres (blocage des communications radio, téléphoniques, etc...) et surtout en faisant pression sur le comité central de grève (M.K.S.) pour le couper de l'assemblée générale



"REALISME SOCIALISTE"
LE MENSONGE NE PEUT PLUS ABUSER PERSONNE.

des ouvriers. Sur tous ces aspects du combat l'attitude des grévistes a toujours été exemplaire : le rétablissement des liens entre les différents centres de lutte a été posé comme préalable aux négociations et, en gardant un contrôle constant sur le comité central de grève, l'assemblée générale des grévistes a pu, à plusieurs reprises, contrecarrer l'influence des pressions de l'Etat qui s'y faisait jour.

- Le haut niveau de conscience que les ouvriers polonais ont manifesté dans la lutte est lui aussi exemplaire :

-en ne cédant ni au chantage, ni à la provocation, les ouvriers ont montré qu'ils ne concevaient pas le rapport de forces avec l'Etat d'un point de vue strictement policier et militaire, mais du point de vue social, par l'extension en largeur et en profondeur du mouvement, en étant vigilants à ne pas se laisser placer sur ce terrain militaire par une éventuelle provocation de l'Etat.

-l'unité que les grévistes ont établie entre revendications politiques et économiques est aussi une manifestation de cette conscience.

Depuis dix ans que la crise économique ne fait que s'approfondir, il devient de plus en plus évident qu'une réaction à une situation immédiate est nécessaire mais pas suffisante. Ainsi, derrière l'unité établie par les grévistes entre revendications économiques et politiques ressort la nécessité de dégager une perspective tout en réagissant à une situation immédiate.

Vouloir dégager cette perspective et la défendre au travers de "syndicats", même "libres", est une illusion; aucune organisation qui ne soit celle de la lutte elle-même, n'aurait la force de s'opposer et d'imposer quoi que ce soit à l'Etat (comme dans les pays occidentaux) et se donnerait pour tâche d'imposer une vision "réaliste" aux ouvriers.

Ce qu'il est important de voir c'est ce qui se cache et s'exprime maladroitement dans la revendication du "syndicalisme libre" : la nécessité de dégager une perspective ouvrière face à la crise économique et pouvoir l'imposer.

Quoiqu'il arrive, quoiqu'il se passe maintenant en Pologne, répression brutale ou enterrement "national et démocratique" du mouvement derrière les apprentis bureaucrates nommés "dissidents", ou tout simplement que la lutte ouvrière, ayant épuisé les possibilités du moment s'arrête d'elle-même, dans tous les cas, ce que la classe ouvrière en Pologne a déjà fait, représente un immense pas en avant pour l'ensemble du mouvement ouvrier international. Quoique la bourgeoisie fasse ou dise maintenant, elle ne pourra plus effacer cet acquis de la conscience du prolétariat mondial, comme elle n'a pas pu effacer les acquis et l'expérience des luttes de 1970-71 et de 1976 en Pologne dont la classe ouvrière, dans les luttes d'aujourd'hui, tire le maximum de profit.

le 30.08.80

M. Prenat

LES FAUX-AMIS DES OUVRIERS

●"Vive la Pologne", "Bravo aux grévistes de Gdansk", "Salut à la remarquable maîtrise des ouvriers", "Solidarité avec le peuple polonais", rarement une lutte prolétarienne comme celle qui se déroule en Pologne n'aura reçu de gens comme Giscard, Schmidt, Jean-Paul II, Carter, "libéraux", "socialistes", "communistes", syndicalistes, gauchistes, une telle sollicitude.

Les ouvriers ne doivent pas se faire d'illusions : le mouvement de masse des travailleurs polonais n'a acquis à la cause des ouvriers tout ce beau monde qu'en apparence, fondamentalement pour leur prêcher la sagesse. Car les mobiles qui animent toutes les voix de ce choeur unanime sont, comme ils l'ont toujours été, totalement étrangers aux intérêts des ouvriers. Et cette "solidarité" ne fait qu'obscurcir les perspectives d'une réelle solidarité dans et par la lutte autonome du prolétariat dans tous les pays, en l'ensevelissant sous une avalanche de bénédictions de curés, de sollicitudes de bureaucrates, de conseils de "démocrates". Si les uns et les autres divergent souvent profondément quant aux motivations de leur "appui" ou de leur "compréhension", tous concourent à cacher les causes, les moyens et l'enjeu réel de la lutte des ouvriers de Pologne :
- un Etat capitaliste aux prises avec la crise mondiale ; une bourgeoisie nationale qui tente de pressurer au maximum les ouvriers ;
- une lutte ouvrière de résistance, spontanée et tendant vers une autonomie de classe et une remise en cause générale du système d'exploitation.

Sans parler de la droite qui appuie bien haut la "renaissance nationale" en Pologne, parce qu'elle voit dans l'événement un affaiblissement de l'ennemi de l'Est, et rien de plus, la gauche quant à elle développe à son habitude une prétendue "défense des intérêts des ouvriers".

UN APPUI DU P.C.?

Il n'est pas besoin de chercher bien loin les raisons de l'appui du PC aux "revendications démocratiques" des ouvriers polonais. Face à un mouvement trop puissant pour être ouvertement dénoncé comme "réactionnaire", le PC manoeuvre, comme il le fait toujours en pareille occasion, pour contrer le plus efficacement possible toute velléité d'autonomie de la classe ouvrière. Ici, le PC fixe pour but au prolétariat l'expropriation des patrons privés, pour défendre ce qui n'est,en fait,ni du socialisme, ni du communisme mais du capitalisme d'Etat. Aujourd'hui, avec une mobilisation massive d'ouvriers qui dévoile cette vérité, dans un pays où cet objectif est réalisé, le PC brouille les pistes en prétendant approuver les ouvriers polonais. Le PC rassure ceux qui douteraient des bienfaits de ce "socialisme" en montrant leur "droit" de se défendre "démocratiquement"...

En fait, cette acrobatie de propagande pour ne pas perdre le crédit du plus énorme mensonge de l'histoire du mouvement ouvrier - l'existence du "socialisme en un seul pays"-, ne saurait effacer les expériences tragiques répétées de ce qu'est la vraie nature de la politique "ouvrière" du PC : Chine 1927, Espagne 37, Allemagne de l'Est 53, Pologne 53-56-70, Hongrie 56, la liste est longue des massacres perpétrés directement contre les ouvriers soulevés contre l'exploitation par ces sinistres agents du capitalisme déguisés en "communistes" et authentiques fils de Staline, le boucher de plusieurs dizaines de millions de personnes en URSS.

Pour le PCF plus précisément, que les ouvriers se souviennent des bombardements de Sétif en Algérie après la guerre, qui firent plusieurs milliers de morts, sous un ministère PC, de l'appui aux "libérateurs" de l'Armée Rouge en Hongrie 56, du soutien réservé ou du silence autour des répressions de Tchecoslovaquie 68, Pologne 70 et 76.

Non moins significative, et tout près de nous, la collaboration étroite de la CGT avec les forces de police au cours de la manifestation des sidérurgistes du 23 mars 1979 font aussi partie de ces épisodes qui doivent se graver dans la conscience des ouvriers, comme autant de preuves répétées de la nature totalement anti-ouvrière et bourgeoise de ce parti.

Les ouvriers doivent savoir qu'à l'heure où la répression s'abattrait en Pologne, le PC sera là pour la justifier, ouvertement ou en la critiquant, cela selon les besoins de sa politique nationale du moment.

UN SOUTIEN DES "SOCIALISTES" ?

La gauche non stalinienne, quant à elle, lance de vibrants:"Vive la Pologne", trop heureuse de prouver la validité du rejet "du totalitarisme", de redorer le blason de la "démocratie", des "droits de l'homme", de l'autogestion".

Les "revendications démocratiques" des ouvriers polonais sont présentées comme ces acquis de l'Ouest -"droit de grève", "syndicats libres"- la voie à suivre pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, là-bas à conquérir, ici à améliorer par le moyen syndical et parlementaire.

Mais que sont ces acquis pour le prolétariat : n'est-ce pas en Suède, "modèle socialiste", que l'ouvrier paie une amende de deux jours de salaire pour un jour de grève, lorsque la grève n'est pas la grève officielle du "syndicat socialiste" ? N'est-ce pas en Belgique, où le taux de chômage est un des plus élevés d'Europe que le syndicat "socialiste" embauche et licencie les ouvriers ? Les exemples sont multiples. Au fur et à mesure que la crise s'approfondit, la "démocratie" à la "socialiste" se révèle pour ce qu'elle est : un "luxe" des pays développés qui n'est qu'un paravent idéologique d'une réalité toujours plus rude pour les ouvriers. C'est dans cette impasse que la gauche "socialiste" voudrait voir se fourvoyer les ouvriers polonais.

Les attaques "socialistes" contre les régimes politiques de l'Est n'ont rien à voir avec la lutte ouvrière : elles ne font qu'exprimer la défense du camp impérialiste occidental contre le camp impérialiste adverse.

En France, le gauchiste reconverti en présidentiable qu'est Rocard a dévoilé la signification profonde de la solidarité ouvrière à la sauce "socialiste" : se préparer à envoyer des navires au large des côtes polonaises pour recueillir les "réfugiés" en cas d'intervention militaire russe... La solidarité, le soutien... par les "boat people" le rêve d'un alibi renforcé pour une mobilisation guerrière au nom de la "liberté", tous unis bourgeois et prolétaires, contre le bloc "totalitaire".

Cette racaille "socialiste" ou "sociale-démocrate" est empressée de trouver dans l'"opposition" ou la "dissidence" des pays de l'Est,ses pairs en ravalement de la façade démocratique du capitalisme décadent en crise ouverte. De ces gens-là, les ouvriers ne peuvent attendre que des mots creux et de la mitraille.

LA SOLIDARITE DES GAUCHISTES ?

Chez ceux qui se présentent comme des "révolutionnaires", les "vrais défenseurs" des ouvriers, les trotskystes, le soutien aux ouvriers polonais est plus "radical" : dénonciation du régime polonais, appui à toutes les revendications, aux comités de grève, aux "Conseils Ouvriers", solidarité de classe, etc.

La LCR commence par rappeler la légende du trotskysme, soi-disant la seule véritable opposition de toujours au stalinisme, avec pour "preuve" ...l'assassinat de Trotsky par des agents de Staline. Ce rappel de ces "médailles" en quelque sorte, ne vient que pour mieux faire passer, par ailleurs, l'idée que la Pologne est un pays "où le capital ne fait plus la loi" (Rouge), où donc finalement un simple changement du personnel politique suffirait pour que les ouvriers polonais bénéficient d'un "vrai socialisme".

L'OCI a d'ailleurs déjà trouvé cette relève dans le KOR, cette opposition bourgeoise et nationaliste à la bureaucratie en place.

LO est moins explicite, mais vient tout autant se ranger aux côtés de ses amis concurrents, sinon par ce qu'elle

SUITE PAGE 3

KOR : UNE "OPPOSITION" AU SERVICE DU CAPITAL POLONAIS

●Une des meilleures armes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière consiste à faire passer ses luttes pour autre chose que ce qu'elles sont, et en particulier à les désigner du nom de ces fractions bourgeoises dont la fonction est justement de saboter la lutte ouvrière tout en prétendant la représenter. Dans nos régions dites "démocratiques", nous avons l'habitude de voir les mass-médias faire tout leur possible pour présenter toute grève ouvrière comme étant celle de telle ou telle officine syndicale. S'il n'y a pas de "pluralisme syndical" en Pologne, les mouvements d'"opposition démocratique", et le KOR en particulier, font parfaitement l'affaire! L'ensemble de la presse a voulu faire passer ce dernier pour le "meilleur soutien", l'"expression politique", ou encore l'"inspirateur"des grèves.

Cette volonté de camouflage du véritable antagonisme social veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes : d'un côté la détermination de ceux qui n'ont à perdre que leurs chaînes, de l'autre, l'"opposition" qui, le jour même de l'entrée en grève des chantiers de Gdansk, appelle à une manifestation à Varsovie sur le thème de la défense de la patrie polonaise; d'un côté la mise en pratique par les ouvriers de la solidarité prolétarienne avec le développement de son organisation autonome et centralisée, de l'autre, l'appel du KOR à la solidarité internationale... des "dirigeants occidentaux", des "dirigeants des grandes banques et institutions financières internationales", pour qu'ils apportent "leur soutien moral et éventuellement économique" pour sauver la Pologne !

Le KOR nous désigne bien là quelle est la classe qu'il soutient, exprime et prétend inspirer. A l'instar de tous les mouvements de "contestation", de "dissidence" qui fleurissent dans quasiment tous les pays de l'Est, il ne se présente lui-même que comme une opposition très responsable, respectrice "du cadre légal" et parfaitement consciente des impératifs nationaux imposés tant par la dégradation de la situation économique que par les conditions de l'appartenance au bloc de l'Est. "J'essaie de me placer du point de vue du pouvoir", disait J. Kuron en 77, tout en suggérant à ce dernier "le redressement de la situation économique du pays par des réformes à petits pas avec l'assentiment des travailleurs", et surtout -et c'est bien là que le KOR se montre la plus responsable des oppositions- en tirant la sonnette d'alarme, au lendemain des émeutes de 76, sur la trop grande vulnérabilité de l'Etat polonais face aux assauts de la classe ouvrière :

"Les événements ont montré que, dans le système actuel, les citoyens n'ont qu'un seul moyen pour exprimer leur position: celui de manifester pour traduire leur mécontentement. Il faut élargir les libertés démocratiques pour éviter de nouvelles explosions populaires".
(Lettre des onze au Parlement en juin 76, signée par les co-fondateurs du KOR,dont J. Kuron).

Depuis sa fondation en 76, le KOR développe sa propagande autour des moyens d'obtenir cet "assentiment des travailleurs" et d'éviter les explosions de la lutte de classe, avec en première place la "création de syndicats libres", sur le modèle des commissions ouvrières espagnoles, qui ont fait la preuve de leur efficacité dans ce domaine comme le décrit si bien le journal du KOR "Robotnik":

"Peu à peu les directions ont compris qu'un contact avec les commissions ouvrières était dans leur propre intérêt, parce que ce sont elles qui représentent les travailleurs, avec lesquels on ne peut s'entendre que par leur intermédiaire. En effet, les directions n'obtenaient rien par l'intermédiaire des syndicats officiels." (souligné par nous)

Ces pourfendeurs de l'"Etat totalitaire", ces "défenseurs des ouvriers" se montrent les conseillers attentifs des bureaucrates, qu'en bourgeois cohérents, ils aspirent à devenir eux-mêmes. Selon la formule du sinistre Kuron: "Je suis moi même un apparatchik", mais un apparatchik qui sort de son chapeau la recette pour "obtenir quelque chose des ouvriers", ce à quoi a échoué le gouvernement actuel.

UNE RELEVE DEMOCRATIQUE?

En opposant à l'Etat polonais son programme "à coloration ouvrière", J. Kuron avouait lui-même "ne se faire aucune illusion sur la possibilité de ces réformes". L'opposition polonaise est suffisamment consciente des impératifs nationaux pour savoir que, plus que jamais, avec l'aggravation de la crise économique l'Etat ne peut que durcir encore plus son contrôle sur la société et renforcer l'attaque contre la classe ouvrière. Cependant, si la bourgeoisie ne s'illusionne guère sur la marge de manoeuvre de son propre système, et si l'opposition se sait finalement condamnée à rester... dans l'opposition, celle-ci ne s'est développée jusqu'à présent que pour redonner quelque crédit à des illusions qui s'écroulent par pans entiers sous les effets de la crise et que le gouvernement ne parvient de toutes façons plus à entretenir. Les "lendemains qui chantent" du socialisme sont repeints à la sauce démocratique sous les traits d'un "débat national" retrouvé. Il s'agit surtout de convaincre les ouvriers que la confrontation directe avec l'Etat peut être évitée, que l'amélioration de leur sort ne peut passer que par l'union de la nation pour l'obtention de ces fameux "droits démocratiques".

SUITE PAGE 6

Réunions publiques et publications du C.C.I.

REUNIONS PUBLIQUES SUR LE THEME :

LUTTE DE CLASSE EN POLOGNE CAPITALISTE

AIX EN PROVENCE

Permanence: le 10 SEPTEMBRE, de 18h; à 19h, au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs?

BORDEAUX

Réunion publique le SAMEDI 27 SEPTEMBRE à 17h, Café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.
Permanence le VENDREDI 10 octobre, de 18h 30 à 19h 30, même adresse.

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique le 19 SEPTEMBRE à 20h 30. Ancien lycée B. Pascal
Permanence: le 2ème jeudi de chaque mois, à 14h, au Bar Galaxie, rue Fontgiève.

DIJON

Réunion publique le SAMEDI 27 SEPTEMBRE, à 16h , MJC Maladière, rue Balzac.

LILLE

Réunion publique le SAMEDI 27 SEPTEMBRE, à 14h 30, au 23, rue Gosselet.
Vente au marché: dimanche 21 septembre de 10h 30 à 12h , Wazennes - Lille.

LYON

Réunion Publique le VENDREDI 19 SEPTEMBRE à 20h 30, au 176, rue Pierre Valdo.
Permanence le 24 septembre à 18h, Brasserie de l'Etoile, 1 cours Gambetta.

MARSEILLE

Réunion publique le VENDREDI 19 SEPTEMBRE à 21h, Salle de la Fraternité, 7, Bd Burel.
Permanence: le 12 SEPTEMBRE, de 18h à 19h , Café des Danaïdes, square Stalingrad.

NANTES

Réunion publique le SAMEDI 13 SEPTEMBRE, à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
Permanence le MERCREDI 24 SEPTEMBRE, à 20h 30, Café de l'Hotel de Ville.
Vente au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.

PARIS

ATTENTION...ATTENTION...ATTENTION...AT

Les réunions publiques et les permanences se tiennent dorénavant les VENDREDIS SOIR, et non plus les samedis.

Réunion publique le VENDREDI 12 SEPTEMBRE, à 20 H 30, au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage).
Permanence: tous les vendredis soir, sauf celui de la réunion publique, à 19h 30, même adresse (salle orange).

ST-NAZAIRE

Réunion publique le SAMEDI 20 SEPTEMBRE, à 17 h, Foyer des Jeunes Travailleurs.
Vente au marché , le 2ème dimanche du mois, de 10h30 à 11h30.

TOULOUSE

Réunion publique le VENDREDI 26 SEPTEMBRE, à 21 h, bar le Colbert, avenue St Exupery-Pont des Demoiselles.
Permanences tous les vendredis sauf celui de la réunion publique, à 18h30, même adresse.
Vente au marché aux légumes sur le boulevard de Strasbourg (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 10h30 à 13h.

VALENCIENNES

Vente au marché du centre, le 6 septembre de 10h 30 à 12h.

Accion Proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

Internacionalismo

Apartado pastal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365,West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Internationell Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution

Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

World Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris.

SITUATION INTERNATIONALE

SUITE DE LA PAGE 8

d'affirmer comme un absolu que la bourgeoisie ne sera pas capable d'embrigader la classe ouvrière dans une idéologie guerrière au travers de toute une série de défaites partielles des luttes présentes du prolétariat international, au travers d'un émiettement et d'un épuisement de celles-ci et qui n'exclut pas des écrasements physiques. C'est justement à tenter de remporter une telle victoire que s'emploie aujourd'hui la bourgeoisie, toutes forces réunies, sa droite comme sa gauche, tant à travers ses campagnes bellicistes, qu'à travers ses campagnes pacifistes qui visent, soit à imposer la résignation, notamment aux couches sociales qui n'ont pas de perspective historique propre, soit à masquer le véritable enjeu de la situation, notamment aux yeux de la seule classe qui puisse offrir une sortie pour l'humanité : le prolétariat.

8 Si, avec l'entrée dans la décennie 80, on peut constater un tournant sur le plan de la gravité de la crise et des affrontements inter-impérialistes; il faut également constater un tournant sur le plan des combats de classe. Depuis 1978, le prolétariat a repris le chemin des luttes qu'il avait sensiblement déserté auparavant, suite à l'action anesthésiante de la gauche au pouvoir ou candidate au pouvoir. Contrairement à la récession de 1974-75, qui avait frappé un prolétariat dans un moment de recul, la récession présente touche un prolétariat animé d'une combativité et crée les conditions d'affrontements de classe très importants. C'est justement et essentiellement pour tenter de contrôler, dévoyer, émietter et fatiguer cette combativité renaissante que, d'une façon générale, les partis de gauche sont passés dans l'opposition, ou ont abandonné la perspective à court terme d'une accession au pouvoir.

9. L'aggravation présente de la crise au niveau mondial développe les conditions de surgissements considérables de la classe ouvrière,en mesure d'ébranler le capitalisme :

- en balayant de plus en plus les illusions sur une possible alternative au sein du capitalisme : en dévoilant de façon croissante l'absence de perspectives tant économiques que politiques pour la classe dominante, elle tend à isoler de plus en plus celle-ci et notamment son Etat ; face à l'accroissement de la révolte de toutes les couches exploitées et opprimées, celui-ci est contraint de se reposer de plus en plus sur ses seules forces de répression ;
- en touchant simultanément tous les secteurs de la classe, ceux qui sont au chômage comme ceux qui sont encore au travail, ceux des pays avancés comme ceux des pays arriérés, elle crée les bases objectives de l'unification mondiale des combats de la classe.

10 Dans les luttes qui s'annoncent, les deux forces essentielles de la classe, sa conscience et son organisation, devront s'exprimer, comme elles ont commencé à le faire, tant du point de vue de l'efficacité immédiate de ses luttes que de la préparation de l'affrontement révolutionnaire, à travers les caractéristiques suivantes :

- l'élargissement et l'extension des luttes;
- l'organisation autonome de la classe;
- l'affrontement direct avec l'Etat capitaliste et ses différents organes;
- la compréhension et la prise en charge du caractère international de la lutte, de la place qu'elle prend sur l'arène mondiale.

11 C'est contre ces différentes exigences de la lutte prolétarienne que s'inscrit l'offensive de la gauche (partis et syndicats) dans l'opposition en essayant de s'y opposer directement, et, bien plus, en tentant de les canaliser vers des impasses et en les mettant en avant de façon séparée, pour briser, avec leur unité indissociable, la dynamique qui les anime. Dans les luttes qui se développent, avec un langage radicalisé, les forces de gauche du capital et, en premier lieu, les syndicats :

-vont tenter de contenir les explosions de colère des ouvriers, facilitant la répression étatique ;
- vont oeuvrer dans le sens d'un enfermement des luttes sur le terrain de l'usine, de l'entreprise, ou vont mettre en avant un élargissement illusoire sur un terrain corporatiste ;
- vont essayer de prévenir l'autoganisation de la classe, notamment par la mise en avant d'un syndicalisme de base, moins déconsidéré auprès des travailleurs que le syndicalisme officiel, et, par ce fait, bien plus dangereux ;
- vont tenter de séparer, d'opposer ces deux caractéristiques essentielles et indissociables de la lutte : l'élargissement et l'auto-organisation, éventuellement en poussant énergiquement un des aspects tout en paralysant l'autre;
- vont tenter de masquer, à travers toutes sortes de campagnes pacifistes, les véritables enjeux internationaux des luttes présentes, de consoler les ouvriers face à la réelle préoccupation qui les anime sur le problème de la guerre, de dissocier cette préoccupation de ces luttes.

12 Au cours des affrontements qui s'annoncent, ces différentes exigences se feront jour de plus en plus mais il serait illusoire de croire qu'elles vont le faire immédiatement et d'une façon "pure". Il serait dangereux :

- tant de sous-estimer le poids des mystifications "radicales" de la gauche au sein de la classe ouvrière,
- que de négliger l'importance des combats de classe comme le font des groupes comme le C.W.O., le P.I.C., ou le F.O.R., parce que les syndicats pèsent encore en leur sein.

Il serait également erroné de s'attendre à une montée graduelle et progressive de la lutte ouvrière. C'est bien plus par des explosions brusques précédées et suivies de périodes de calme apparent, que celle-ci va s'exprimer, comme c'est une de ses caractéristiques générales, notamment accentuée dans la période de décadence du capitalisme. De même il serait faux de considérer que le passage dans l'opposition des fractions de gauche de la bourgeoisie représente un renforcement de celle-ci. C'est bien plus pour pallier sa faiblesse croissante que la classe dominante a été conduite aujourd'hui à jouer cette carte.

Cependant le constat de la faiblesse d'ensemble qu'elle traduit de la part de la classe dominante, ne doit pas masquer l'efficacité présente de cette manoeuvre : cette efficacité, même si on ne peut parler de réussite totale, s'est récemment illustrée lors de la grève de la sidérurgie en Grande-Bretagne, de la grève en Suède, ou de la reprise en main syndicale en France. La "gauche dans l'opposition" est une carte dangereuse jouée contre le prolétariat : même blessée, la bête peut encore se défendre et frapper de façon meurtrière.

Dans la situation générale de développement des luttes, la lutte des chômeurs occupera une place particulièrement importante. Nécessairement moins soumise au cadre de l'usine, de la corporation, du secteur, cadre privilégié de l'emprise syndicale, elle ne peut se dérouler que sur le terrain de la rue, et va être un facteur important dans l'extension et l'unification des luttes.

De plus, l'expérience nous a montré que la lutte des chômeurs passe par la création de lieux de discussion où sont débattues les questions d'importance vitale pour le développement de la lutte de classe. L'existence de tels lieux constitue un réel danger pour la bourgeoisie. C'est pourquoi, elle s'emploie activement, au travers des syndicats et des gauchistes, à occuper ce terrain, en tentant d'organiser les chômeurs, de leur donner des objectifs spécifiques.

Pour toutes ces raisons, nous devons, dans la situation actuelle de développement extrêmement grave de la crise et du chômage, ne pas relâcher notre attention sur cette question et ne pas laisser le terrain libre à la gauche et aux syndicats.

13 C'est à travers ses différents chocs contre le capitalisme que se développeront les différentes exigences de la lutte ouvrière. C'est en particulier face à des nécessités pra-

SUITE PAGE 7

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

MARINS PECHEURS:
LES SYNDICATS GENERALISENT LA DEFAITE

● Depuis plus d'un mois que le conflit des ports de pêche est commencé, mettant en scène la pêche industrielle et les artisans pêcheurs qui ont bloqué les ports, l'Etat, fidèle à sa politique d'austérité a tablé sur le pourrissement auquel ont largement contribué les syndicats.

De ce dernier point de vue, le conflit de la pêche met particulièrement en lumière la besogne anti-ouvrière des syndicats : comment ils s'emparent de la nécessité de généralisation des luttes pour le prolétariat, afin de la dénaturer et dévoyer cette nécessité. Dans le conflit de la pêche, les syndicats ont fait une fausse généralisation et un véritable isolement :

- en diluant, en éparpillant les luttes d'ouvriers dans celles d'autres catégories sociales dont les problèmes sont différents, sinon contraires ;
- en organisant la généralisation de l'épuisement et de la démoralisation des luttes localisées.

Quand les armateurs ont menacé de licencier des marins et de faire une ponction d'au moins 10% sur leurs salaires en invoquant les "frais généraux" et le gazole en particulier à la suite des restrictions de l'Etat, personne ne pouvait s'attendre à de la passivité. Face au chantage."le lock-out ou les licenciements", les marins n'avaient pas besoin des syndicats pour réagir, mais ces derniers au contraire avaient ultra-besoin de ne pas laisser les marins agir seuls. Aussi ont-ils pris immédiatemen: les devants pour organiser une parodie de lutte. On fit des assemblées générales pour protester contre "la politique d'appauvrissement de la région par le pouvoir", pour dénoncer "les orientations anti-nationales de la CEE", "les anglais", etc. On mit au point les inutiles "journées ville morte". On occupa les marins à des barrages de route, au blocage de camions transportant du poisson importé, à des tours de garde fastidieux pendant lesquels il n'est pas question de discuter de perspectives, mais seulement "d'élever des protestations". Trimballés deux heures à un endroit, deux heures à un autre "par le bout du nez" (comme s'en félicitait la presse locale), certains marins ont critiqué ce remue-ménage ponctuel et inconsistant à la réunion de la bourse du travail, refusant d'obtempérer aux ordres syndicaux. Les syndicats se sont chargés de les faire passer pour "irresponsables".

Mais diront certains, ils n'étaient qu'une minorité. Et malgré toutes ces crapuleries corporatistes, ces attitudes des chefs, les syndicats ne sont-ils quand même pas nécessaires puisqu'ils organisent, centralisent et étendent la lutte ? Il est vrai que les syndicats ne font que profiter de la faiblesse des marins salariés, laquelle faiblesse serait inexplicable si n'était pas mise en évidence l'illusion donnée par tout ce battage que "quelque chose est fait", que la lutte a été "étendue" à d'autres ports. On peut voir le résultat de cette "généralisation" dans l'émiettement actuel. Une des premières actions des syndicats a été d'aller chercher la solidarité, non pas chez d'autres ouvriers, par exemple ceux dont les activités dépendent de la pêche (transit, manutention, réparation navale, dockers) qui ont les mêmes intérêts mais... chez les petits patrons artisans-pêcheurs qui ne se sentent liés par aucun engagement vis-à-vis des semi-industriels !

A l'heure actuelle, malgré le découragement et "l'impopularité", les marins doivent comprendre que la crise de la pêche n'est pas française mais mondiale, que le chômage atteint tous les secteurs et qu'il faut que les travailleurs luttent ensemble, en brisant les cloisonnements, en assurant directement leur représentation, comme les ouvriers polonais!

28/8/80 J.L.

SITUATION INTERNATIONALE

(suite de la page 6)

tiques que le besoin de l'élargissement et de l'autonomie ouvrière s'imposera de plus en plus. Par contre, même si les conditions en sont données par le développement de l'inquiétude face aux menaces de guerre et, si elle est l'aboutissement logique de la dynamique d'extension, la compréhension par la classe ouvrière du caractère international de sa lutte et de son importance sur la scène mondiale ne résulte pas de façon immédiate et directe des nécessités pratiques de cette lutte. Une telle prise de conscience représente un pas difficile et important pour la classe. Il revient aux révolutionnaires dans leur intervention générale vers le prolétariat, d'insister tout particulièrement et avec énergie pour contribuer à cette prise de conscience.

14 Les luttes présentes du prolétariat se développent au sein de mouvements de révolte de toute une série de secteurs de la société de plus en plus violemment frappés par la crise. C'est uniquement en prenant en charge activement toutes les exigences de sa lutte et particulièrement l'autonomie de classe ainsi que le fait qu'elle représente la seule alternative face aux menaces de destruction généralisée qui pèsent sur la société, que la classe ouvrière pourra prendre la tête de cette révolte et l'orienter vers une attaque réellement efficace contre les fondements du capitalisme dans la perspective de sa destruction.

15 Le mouvement de reprise des luttes prolétariennes va s'accompagner, comme part de son effort d'ensemble vers l'auto-organisation et la prise de conscience, de l'apparition et du développement de noyaux, groupes, cercles de discussions ouvriers. Il s'agit là d'une manifestation très importante de la reprise de classe mais qui ne pourra être une contribution réelle à cet effort que si ces organismes esquivent les pièges que leur tendent toutes sortes d'organisations gauchistes et même révolutionnaires qui tentent d'en faire de nouvelles structures syndicales ou des "courroies de transmission". Le rôle des révolutionnaires à leur égard est d'y intervenir activement, non pour tenter de les "coloniser" mais bien pour contribuer au maximum à l'accomplissement de leur fonction de lieux de réflexion de la classe, de développement de sa conscience face à ses tâches immédiates et historiques.

CONGRES DE REVOLUTION INTERNATIONALE
JUILLET 1980.

KOR

(suite de la page 5)

Aujourd'hui, décrivant -dans un article paru dans "Le Monde" du 20 août- l'enjeu de la situation ouverte par les grèves et leur extension, Kuron explicite clairement l'attitude du KOR :

"Lorsque l'inflation aura mangé les augmentations et que les promesses d'un meilleur approvisionnement n'auront pas été tenues, les grèves reprendront un nouvel essor. La colère des ouvriers sera plus grande, et plus grande encore, si c'est possible, leur méfiance vis à vis du pouvoir. Or celui-ci sera encore plus impuissant...La révolte sera alors inévitable, avec comme conséquence une tragédie à l'échelle nationale.".

C'est pourquoi explique-t'il: "la tâche principale de l'opposition démocratique consiste à transformer les revendications économiques en revendications politiques".

Alors que le gouvernement, tant qu'il a pu le faire n'a cessé de développer l'argument: "Nous pouvons discuter des problèmes économiques. Mais ne touchez pas aux problèmes politiques", la propagande du KOR s'articule autour de l'idée qu'il faut que les ouvriers abandonnent le terrain économique pour le terrain politique, car "s'élever contre la hausse des prix porterait un coup au fonctionnement de l'économie". En un mot, le mouvement actuel doit cesser "de ne parler qu'au nom des ouvriers" pour comprendre que "seul un immense effort de tous, accompagné d'une profonde réforme, peut sauver l'économie du pays."

Tel est l'objectif que propose l'"opposition", au moment où la classe ouvrière en Pologne, en refusant d'opposer revendications politiques et revendications économiques, en imposant toute la pression de son auto-organisation, affirme plus que jamais son autonomie de classe face à l'ensemble de la société.

UNE FRACTION CREDIBLE DE LA BOURGEOISIE

Devant une détermination ouvrière bien plus puissante que celle qu'elle avait réprimée dans le sang en 70 et 76, la bourgeoisie fait la démonstration qu'elle sait aussi tirer les leçons de l'histoire. Non seulement tout est fait pour éviter le risque que constituerait l'utilisation de la répression directe, mais le capital polonais a su produire ses propres anti-corps à la lutte de classe.

De l'église à l'opposition, en passant par les différentes tendances du POUP, la bourgeoisie fait tout son possible pour offrir aux yeux de la classe ouvrière de multiples facettes qui, à quelques nuances de langage près, se rejoignent pour appeler la classe ouvrière à modérer son élan revendicatif.



UNE DES TACTIQUES DE LA BOURGEOISIE A ETE DE CHERCHER A DIVISER LES OUVRIERS, ET, EN ELEVANT LES DELEGUES AU RANG DE "LEADERS", EN LES ENFERMANT DANS UN ROLE DE CONCILIATEURS, DE RETIRER A L'ENSEMBLE DES GREVISTES LEUR CONTROLE SUR LEURS PROPRES ORGANES DE LUTTE.

Le libre cours laissé au développement du KOR depuis 76 -qui lui permet aujourd'hui de se réclamer d'une implantation directe dans les grands centres industriels et de publier sa presse au grand jour- lui donne les moyens d'assumer la fonction pour laquelle il est né : celle, tout en cherchant à récupérer pour son propre compte les formes prises par la vague de luttes actuelle, d'essayer d'entraîner les grèves ouvrières sur le faux terrain de la défense de la démocratie, celle d'appeler les ouvriers à resserrer les rangs derrière "leur" Etat national. C'est dans ce sens que, dans la situation de quasi-blocage où se trouve le capital polonais, le KOR peut prétendre constituer aujourd'hui son serviteur le plus zélé.

N'est-ce pas le KOR lui-même qui, au moment de l'établissement par le comité inter-entreprises de Gdansk de la liste des revendications, met en garde les ouvriers contre "des revendications qui, soit acculent le pouvoir à la violence, soit entraînent sa décomposition. Il faut leur laisser une porte de sortie",

La fin de non-recevoir qui accueille de tels arguments, et qui se résume dans la réponse d'un ouvrier : "on leur laisse une porte de sortie, puisqu'on les laisse gouverner", traduit bien tout le clivage entre la volonté ouvrière et l'orientation "responsable" que le KOR voudrait bien parvenir à donner au mouvement.

La vague d'arrestations opérées le 20 août ne doit pas faire illusion. Celles ci ont eu lieu au moment même où le gouvernement, mesurant toute la force du mouvement, se décidait à assouplir sa politique et à entamer des négociations. En arrêtant les dirigeants du KOR, le gouvernement pouvait espérer orienter la négociation autour de leur libération, ou du moins redonner à celui-ci une image de marque plus oppositionnelle capable d'en faire des "interlocuteurs valables", c'est à dire valables aux yeux des ouvriers, capables de récupérer toute leur confiance. Dans l'ensemble, la manoeuvre a relativement échoué pour le moment, et, même dans la négociation -terrain sur lequel la bourgeoisie se sent généralement la plus à l'aise, parce qu'il lui est plus facile d'y opérer des manoeuvres de division- la détermination ouvrière ne s'est pas épuisée.

Pour que le rapport de forces imposé par la classe ouvrière puisse se maintenir et ne laisse aucune prise à de telles tentatives, les ouvriers doivent poursuivre dans la voie dans laquelle ils se sont engagés : développer et renforcer le controle des assemblées générales sur les organes dont ils se sont dotés.

oOo

Tout en cherchant à éviter pour le moment l'emploi de la répression directe contre les ouvriers, la bourgeoisie mobilise toutes ses forces pour tenter de diviser, enfermer, dévoyer le mouvement vers un terrain qui n'est pas le sien. Dans ce cadre , l'"opposition démocratique", incapable d'apparaître comme une relève cohérente à la bureaucratie en place, peut peut-être espérer de la situation actuelle que ses bons et loyaux services sauront être payés d'une reconnaissance légale" au sein de la société bourgeoise, du droit ou non de former une officine syndicale à son image. Mais, avant tout, elle n'a de raison d'exister au sein de la classe dominante en Pologne que si elle parvient à se faire ce flanc-garde dont a tant besoin aujourd'hui l'Etat capitaliste polonais.

Le 30-08-80
J.U.

RESOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Le début des années 80 marque un tournant dans l'évolution d'ensemble de la vie de la société; malgré toutes les catastrophes et tous les affrontements qu'elles ont connus, les années 70 apparaissent comme les années des illusions :

- sur le plan économique : face à l'aggravation des difficultés, la bourgeoisie ne parlait et ne rêvait que de "relance", "meilleure gestion", "réforme du système monétaire international", "décennie du développement" ;
- sur le plan des relations entre grandes puissances : la fin de la guerre du Vietnam était comprise par beaucoup comme augurant d'une nouvelle ère de "coexistence pacifique" (c'était l'époque où Kissinger et Le Duc Tho recevaient le Prix Nobel de la Paix) ;
- sur le plan de la lutte de classe : après le surgissement prolétarien à partir de 68, une bonne partie des années 70 est marquée par une anesthésie de la classe ouvrière à travers les "alternatives" de gauche ou "démocratiques" et les impasses électorales.

Par contre, sur l'ensemble de ces points, les années 80 se présentent comme les "années de vérité".

1 Sur le plan économique, 1980 annonce une nouvelle intensification de la crise. Comme l'annonçait déjà le 3e Congrès du CCI, la récession qui commence sera plus longue, plus profonde et plus étendue que la précédente. Ce fait traduit non seulement l'épuisement de tous les remèdes employés antérieurement (notamment l'usage inconsidéré du crédit et la mise en circulation de masses toujours plus énormes de dollars) mais également le fait que ces remèdes deviennent des poisons qui aggravent le mal. La présente récession se présente dans une situation générale bien plus malsaine que celle existant en 73.

Alors que les crises cycliques du siècle dernier étaient l'occasion d'un assainissement, chacune des récessions présentes laisse le malade un peu plus épuisé. C'est la preuve irréfutable que la crise présente du capitalisme n'a aucune issue, qu'elle ira en s'aggravant. Aujourd'hui, ce sont de larges secteurs de la bourgeoisie elle-même qui découvrent que la crise présente est encore plus grave que celle de 1929.

2 Dans les pays du bloc de l'Est, là où la tendance historique vers le capitalisme d'Etat s'est exprimée avec le plus de violence, la crise atteint également de nouveaux sommets : les taux de croissance de la production tendent de plus en plus vers zéro, quand ils ne sont pas négatifs; l'endettement extérieur atteint des niveaux astronomiques; les pénuries de biens de consommation n'ont jamais été aussi catastrophiques, au point que les dirigeants eux-mêmes sont contraints de dresser officiellement un constat de faillite. Face à une concurrence internationale chaque jour plus impitoyable, ces pays révèlent de plus en plus ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être : des pays capitalistes faiblement développés, où la centralisation étatique ne faisait que recouvrir une faible concentration du capital et une incapacité congénitale à accumuler celui-ci au niveau des grandes métropoles capitalistes d'Occident. Contrairement aux illusions de Trotsky et aux rodomontades de Khroutchev, l'URSS et ses satellites sont absolument incapables de combler le fossé qui les sépare de ces métropoles. Comme pour tous les pays arriérés, affligés d'une pénurie de capital par rapport à celui des pays développés, incapables de lutter avec eux sur l'arène commerciale, les pays dits "socialistes" figurent parmi les plus durement frappés par la crise mondiale. Et là aussi, les tentatives étatiques de tricher avec la loi de la valeur se retournent en fin de compte contre l'économie nationale, deviennent des remèdes pires que le mal et aplanissent encore le chemin de la banqueroute.

3 Le constat croissant par la bourgeoisie de la faillite totale de son système conduit cette classe à une fuite en avant vers le seul aboutissement que le capitalisme connaisse à ses contradictions économiques : la guerre impérialiste généralisée. Dans ce domaine également, et plus encore que dans le domaine économique, c'est un tournant qu'annoncent les années 80. L'année 79 a connu la fin des illusions sur quelque possibilité que ce soit d'une limitation des armements : la faillite des accords SALT non seulement indique une nouvelle escalade dans la production des moyens d'apocalypse, mais traduit surtout la renonciation, de la part des dirigeants du capitalisme, à toute tentative de donner le change par des bavardages sur la "coexistence pacifique". Désormais, la bourgeoisie s'est donné pour but une mobilisation des esprits en vue de préparer les populations aux sacrifices suprêmes de la guerre impérialiste. Ainsi, les préparatifs bourgeois vers un nouvel holocauste concernent non seulement le niveau des armements qui, partout, est appelé à s'élever à des rythmes inconnus depuis des décennies (augmentation générale des budgets militaires, mise en place de nouvelles générations d'armes "stratégiques" et tactiques), non seulement le resserrement de la discipline au sein des deux blocs impérialistes (contrairement aux théories empêtrées dans le passé, ou carrément farfelues du PIC ou du PCI sur "l'effritement des blocs", sur les changements d'alliance des pays d'Europe occidentale ou sur le "3e bloc"), mais également la création d'une psychose de guerre destinée à promouvoir l'acceptation passive par la population, d'une nouvelle boucherie impérialiste.

4 Dans le bloc occidental, et particulièrement aux USA, les événements d'Iran ont constitué une occasion importante de développement de cette campagne idéologique de la bourgeoisie. Bien que ces événements, expression du chaos économique et politique qui s'abat de plus en plus sur les maillons faibles du capitalisme, ne puissent être interprétés comme un moment de l'affrontement entre les deux blocs impérialistes (même s'ils favorisent momentanément les menées russes dans la région), mais bien comme une crise au sein du bloc US, ils ont été largement mis à contribution, autant pour agiter fébrilement le spectre de la guerre que pour préparer la population à l'idée d'interventions extérieures de corps expéditionnaires américains.

5 Cette aggravation des tensions inter-impérialistes, si elle est indiscutable et très importante, ne permet cependant pas de considérer qu'il y a eu un changement dans le cours historique, que celui-ci irait vers la guerre généralisée. Jusqu'à présent, on n'a pas assisté à des défaites décisives de la classe ouvrière qui seules, ouvriraient la voie à une telle issue. Par contre, il serait faux de croire que le fait que le prolétariat n'a pas été battu suffit à empêcher la bourgeoisie de poursuivre et parfaire ses préparatifs militaires. Au contraire, au fur et à mesure que la crise s'approfondit, que se révèle le caractère insoluble des contradictions économiques, les différents Etats et blocs sont de plus en plus poussés à développer leurs armements, non pas pour tenter de relancer leur économie, mais bien pour tenter d'améliorer leurs positions militaires face au bloc adverse.

6 Le constat de l'aggravation inévitable de la crise économique et de l'intensification des préparatifs militaires ne doit pas aboutir non plus à la conclusion que, si jusqu'à présent la guerre généralisée n'a pas eu lieu, cela résulte d'un niveau encore insuffisant de la crise ou des préparatifs militaires. L'examen du passé, des conditions qui existaient en 1914 et 1939, nous indique qu'aujourd'hui, les conditions sont plus que mûres pour un 3e conflit généralisé :

- sur le plan de la gravité de la crise économique (en 14, elle est à peine perceptible) ;
- sur le plan du niveau des armements ;
- sur le plan du renforcement des blocs.

Le facteur déterminant, celui qui, fondamentalement, empêche la bourgeoisie de déchaîner un nouvel holocauste, est bien son incapacité à embrigader la classe ouvrière, c'est bien la combativité de celle-ci face aux attaques que lui porte le capital. Et c'est justement parce que ce sont les préparatifs idéologiques face à la classe ouvrière et l'embrigadement qui manquent le plus, que la bourgeoisie procède aux campagnes que l'on voit aujourd'hui.

A leur tour, les événements d'Afghanistan ont constitué un nouveau prétexte pour intensifier cette campagne idéologique. Cependant, il serait erroné de placer ces événements sur le même plan que ceux d'Iran :

- l'intervention de l'URSS en Afghanistan n'est pas une simple opération de police au sein du bloc, mais constitue une réelle avance de cette puissance, au détriment, par conséquent, du bloc adverse;
- l'hystérie des campagnes bellicistes qui ont suivi cette intervention, n'est pas une simple manoeuvre idéologique mais traduit bien une aggravation très nette des tensions inter-impérialistes, un pas de plus dans la marche de la bourgeoisie vers un nouvel holocauste généralisé.

7 Le fait que jusqu'à présent le cours historique en faveur de la perspective révolutionnaire n'ait pas changé, ne signifie nullement qu'il ne puisse pas changer ou qu'il est établi une fois pour toutes jusqu'aux affrontements révolutionnaires décisifs, et cela quoi qu'il arrive. Face à l'aggravation constante de la crise et des tensions inter-impérialistes, le prolétariat ne pourra continuer à constituer un obstacle réel à la tendance vers la guerre généralisée que s'il est capable d'intensifier ses luttes présentes, à les hisser à un niveau supérieur ; ce qui, entre autres, signifie prendre conscience des enjeux et développer sa propre perspective révolutionnaire. Même si les luttes du prolétariat ne peuvent se développer que par à-coups et non de façon linéaire et graduelle, contrairement à la pression guerrière qui s'impose à tout moment, face à une attaque croissante de la bourgeoisie, une classe ouvrière qui n'avance pas recule. Et un tel recul, s'il se prolonge, peut favoriser une reprise en main par la bourgeoisie et aboutir à une inversion du cours historique. Une telle inversion peut survenir à la suite d'un écrasement physique du prolétariat, et un tel écrasement sera d'autant plus facile que cette classe sera moins préparée au préalable. Quoique les conditions présentes ne soient pas les mêmes que celles qui ont précédé la guerre de 1914 (trahison des partis ouvriers), l'histoire nous enseigne, comme à la veille de 1914, que la classe ouvrière peut être embrigadée dans la guerre impérialiste sans avoir été écrasée physiquement au préalable. Il serait dangereux de penser que, dans la période qui vient, un renversement du rapport de forces entre les classes ne pourrait intervenir qu'à la suite d'un écrasement physique du prolétariat. Face à la nécessité de plus en plus pressante de la guerre qui s'impose à la bourgeoisie, rien ne permet

(suite page 6)

REVOLUTION INTERNATIONALE EST L'ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière" ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales, et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.
- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les elections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent au "fronts populaires", "fronts anti-fascistes", ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.
- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes, petites ou grandes, pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contreune autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.